Cahier de doléances du Tiers État d'Acigné (Ille-et-Vilaine)

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, le trente mars, en l'assemblée convoquée au son de cloche, en la manière accoutumée, en vertu de la convocation faite le jour d'hier au prône de la grand'messe de cette paroisse d'Acigné, ont comparu les soussignants et autres, au lieu ordinaire, tous nés Français, âgés de vingt-cinq ans passés, habitants et domiciliés compris dans les rôles des impositions de cette paroisse d'Acigné et tous membres du Tiers État, laquelle assemblée a été tenue en présence de M^e Jan-Christophe Rouillart, alloué et seul juge de la juridiction du marquisat, pour répondre aux vues bienfaisantes de notre Monarque et pour satisfaire à ses différentes ordonnances et règlements, ordonnance de Monsieur Borie, sénéchal de Rennes, dont lecture fut donnée le jour d'hier, au prône de la grand'messe de cette paroisse et à l'issue de la dite messe et affichée à la principale porte de l'église du dit Acigné, concernant les États généraux de cette province.

Les dits soussignants ont déclaré se plaindre :

D'être seuls assujettis à la réparation et entretien des grandes routes de cette province, ce qui a dépeuplé nos campagnes de gens riches et augmenté la misère du pauvre laboureur.

Du tirage à la milice, parce qu'il enlève souvent des enfants nécessaires à l'agriculture et pour le soutien de leur famille, pendant que les domestiques des ecclésiastiques, gentilshommes et autres en sont exempts.

Des corvées et servitudes féodales trop étendues et trop onéreuses, et d'autant plus odieuses qu'elles donnent lieu à la vexation des officiers des seigneurs et à la dévastation des campagnes.

Des établissements des fuies et garennes, qui enlèvent au cultivateur une partie de ses semences et récoltes.

De l'inégalité de la répartition des impôts entre le Tiers État et les deux premiers ordres.

De l'injustice des impôts particuliers à notre ordre, tels que l'imposition des louages extraordinaires, casernement, frais de milices et garnisons, francs-fiefs, droits sur l'eau-de-vie, entrée de ville, etc.

De n'avoir eu jusqu'ici nombre suffisant de représentants aux États de la province, d'où il est arrivé que nous avons été surchargés.

Que les propriétaires de moulins, lors du rétablissement de leurs moulins, font toujours exhausser les futs¹ portiers de leurs pêcheries et décharges, ce qui occasionné un reflux d'eau qui cause la perte des meilleures prairies du rivage, et particulièrement en cette paroisse, où il se trouve environ cinquante journaux de terre inondés, qui produisaient il y a quarante ans d'excellent foin et pacage.

De ce que les seigneurs afféagent à leur profit les communs et gallois, quoique les titres des vassaux leur donnent la jouissance des dits communs.

Que les seigneurs réunissent souvent à leur domaine, par la voie du retrait féodal, des biens roturiers sujets aux fouages, qui deviennent nobles dans leurs mains, et à ce moyen surchargent les autres biens de la dite paroisse par leur prétendue exemption.

De ce que les impositions des contrôles sont devenues à un taux trop excessif, ce qui écrase particulièrement la veuve et l'orphelin, les² des églises paroissiales qui n'ont pour entretien que les aumônes

¹ futs

² mot oublié.

des fidèles.

De l'irrégularité de la perception des droits de contrôle, ce qui provient des règlements trop obscurs pour la perception, en sorte que chaque buraliste perçoit suivant son opinion et arbitrairement.

De ce que la procédure pour les saisies réelles est trop étendue et consomme à ce moyen le bien du débiteur et prive le créancier de son dû.

De la multitude des degrés de juridiction, ce qui occasionne souvent la ruine des plaideurs.

De l'injustice du douaire accordé à une veuve qui se remarie, attendu qu'elle porte dans une autre famille le bien de ses premiers enfants.

De l'injustice encore d'assujettir les généraux des paroisses à l'entretien des presbytères, ce qui ne devrait être, comme dans les autres provinces, qu'à la charge des seuls décimateurs.

De ce que les ecclésiastiques, au mépris des règlements qui accordent aux laboureurs un journal de terre franc de dîmes de chanvre et lin, s'ingèrent même, à l'appui d'une prétendue possession, de percevoir la dîme sur les dits chanvres et lin, même dans les jardins de trois à quatre cordes de terre ; cependant le moyen d'encourager ce commerce, qui est pour ainsi dire le seul de la province, est d'ordonner l'exemption de cette dîme.

De ce que les seigneurs, par leur négligence, laissent trop d'années s'écouler pour la perception de leurs rentes féodales, en sorte qu'ils ruinent leurs vassaux lorsqu'ils en forment la demande, ordinairement de vingt-neuf années, lequel délai devrait être réduit à cinq années, à l'exemple des rentes constituées.

En conséquence, les soussignés supplient Sa Majesté d'exaucer leurs vœux et demandes ci-après, savoir :

Que les représentants du Tiers soient en toute assemblée au moins en nombre égal à celui des deux autres ordres et que les suffrages y soient comptés par tête, et que nos représentants soient toujours de notre ordre et qui ne soient pas même officiers, ni gens des deux autres ordres, et que notre président soit élu par le Tiers ; que le tirage du sort soit supprimé, sauf à le remplacer par des enrôlements à prix d'argent.

Qu'il nous soit permis ³ à toutes espèces de charges et emplois, sans distinction de rang ni de fortune.

Que tous impôts soient à l'avenir supportés d'une manière égale par les trois ordres de l'État, en proportion de sa fortune ; qu'en conséquence il n'y ait qu'un rôle pour tous, et que tous les impôts particuliers à notre ordre soient supprimés, tels que les francs-fiefs, fouages extraordinaires et tous autres en général, sauf à les remplacer par des impositions communes, s'il est besoin.

Que désormais les grandes routes soient entretenues aux frais du trésor public.

Qu'il soit permis aux vassaux de s'affranchir des corvées, servitudes et prestations féodales sur le pied leur valeur, aux termes de la Coutume.

Qu'il soit ordonné à tous propriétaires de fuies et garennes de les démolir et détruire.

Qu'il n'y ait plus qu'une juridiction seigneuriale par chaque paroisse, dont l'appel se portera directement aux cours souveraines, et qu'à l'égard des contestations concernant les dommages de bêtes, petites injures verbales, il nous soit permis de nommer tous les ans douze notables pour connaître des dites contestations, vérifier les faits et prononcer une condamnation, ce qui se fera les dimanches après le service divin, laquelle condamnation sera exécutée sans appel jusqu'à la concurrence de trente livres.

Qu'il soit établi par chaque diocèse un bureau pour le soulagement des pauvres, et qu'à cet effet il soit versé un tiers des revenus ecclésiastiques au dit bureau.

Que tous les moulins soient visités par experts afin d'en diminuer la hauteur du niveau, pour éviter les inondations et remettre en production les terrains noyés.

Qu'il soit fait défense à l'avenir aux seigneurs d'afféager aucuns communs et que ceux qu'ils ont faits jusqu'à présent, depuis au moins quinze ans, soient annulés.

³ d'accéder

Que les délibérations des généraux des paroisses soient à l'avenir exemptes de contrôles, et que tous actes faits pour le règlement des droits des mineurs ne soient contrôlés qu'à un prix très modique.

Qu'il soit fait un nouveau règlement pour la perception des droits de contrôle, si clair que tout redevable puisse par lui-même connaître sa dette et n'être exposé à la vexation de l'ignorance des commis.

Que les saisies réelles se fassent à l'avenir dans la forme des saisies mobilières, à l'exception néanmoins que les délais soient plus longs et que les biens soient vendus à l'audience.

Que la veuve qui se remariera sera privée de son douaire.

Qu'à l'avenir l'entretien des presbytères et des chanceaux soit mis à la charge des décimateurs.

Qu'il soit absolument défendu aux décimateurs de prétendre aucune dîme de chanvre et lin sur les terrains qui n'excéderont pas un journal.

Que les seigneurs soient assujettis à faire rentrer leurs rentes féodales tous les ans ; et, lorsqu'ils en laisseront plus de cinq années s'accumuler, ils seront privés du surplus.

Qu'il serait à désirer qu'on pût avoir le sel à meilleur marché en cette province, attendu que les terres ne produisent qu'autant qu'on les aiguise par le sel qu'on y sème, ce qui augmente considérablement la dépense du laboureur.

Déclarons au surplus adopter en général tous et chacun les articles de doléances et demandes qui seront contenus dans le cahier de la ville de Rennes, en ce qu'ils ne seront pas contraires à ceux du présent.

Arrêté sous les seings de tous ceux d'entre nous qui savons le faire, les dits jour et an que devant.